



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/452T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de la circulation, dans le cadre de travaux de création d'un départ de poste pour alimenter un C4, au 129, avenue de la Maladrerie et rue Voltaire, à Poissy, du 13 mai au 17 juin 2024

Le Maire,

Vu la demande en date du 18 avril 2024, par laquelle la Société BIR sollicite des mesures de restriction du stationnement et d'autorisation de circulation, afin d'effectuer des travaux de création d'un départ de poste pour alimenter un C4, au 129, avenue de la Maladrerie et rue Voltaire, à Poissy, du 13 mai au 17 juin 2024,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise sous le n° PV-P-2024-POI-1017,

Vu la permission de voirie délivrée par le Conseil Départemental des Yvelines sous le n° UEEP-2024-046

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies, de Poissy,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de création d'un départ de poste pour alimenter un C4, doivent être réalisés par la Société BIR, au 129, avenue de la Maladrerie et rue Voltaire, à Poissy, du 13 mai au 17 juin 2024,

Considérant que dans le cadre de ces travaux, la Société BIR utilisera un véhicule de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 13 mai au 17 juin 2024, dans le cadre des travaux de création d'un départ de poste pour alimenter un C4, au 129, avenue de la Maladrerie et rue Voltaire, à Poissy :

- Le stationnement sera interdit de part et d'autre des travaux du 129, avenue de la Maladrerie et la rue Voltaire, à Poissy,
- une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux sis 129, avenue de la Maladrerie, à Poissy, sera mise en place,
- la voie de circulation sera réduite sur une voie au 129, avenue de la Maladrerie et une circulation alternée sur chaussée opposée sera mise en place,

Article 2 :

Du 13 mai au 17 juin 2024, dans le cadre des travaux de création d'un départ de poste pour alimenter un C4, au 129, avenue de la Maladrerie et rue Voltaire, à Poissy :

- Le stationnement sera interdit rue Voltaire,
- une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux sis rue Voltaire, à Poissy, sera mise en place,
- La circulation sera interdite rue Voltaire, à Poissy, les véhicules seront déviés par :
- L'avenue Blanche de Castille, la rue des Grands Champs et l'avenue de la Maladrerie.

Article 3 :

Du 13 mai au 17 juin 2024, la Société BIR sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 26 avril 2024

**Pour le Maire et par délégation
Georges MONNIER**

#signature#

**Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 30/04/2024